

Paroles de Président. Jacques Chirac (1995-2003) et le discours présidentiel sous la Ve République [Damon Mayaffre]

Autor(en): **Nouschi, André**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **55 (2005)**

Heft 4

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Damon Mayaffre: **Paroles de Président. Jacques Chirac (1995–2003) et le discours présidentiel sous la V^e République.** Paris, Honoré champion, 2004, 291 p.

Les historiens font leur pain quotidien des textes et des documents officiels qu'ils comparent toujours à la réalité des faits et des conjonctures. Ils peuvent ainsi débusquer les écarts ou les contradictions entre la parole et l'action des responsables qui ont en charge la politique. En 1969, J.M. Cotteret¹ avait publié un livre qui permettait, grâce à l'ordinateur, de déceler certains mots clés correspondant à la fois aux préoccupations fondamentales du premier président de la Cinquième République et à ses horizons politiques. Cotteret avait ainsi révélé que **démocratie** était peu utilisé alors que **France** l'était fréquemment; l'historien bénéficiait ainsi d'un éclairage inédit que l'on soupçonnait à peine mais qui donnait à réfléchir. L'ordinateur jouait presque le rôle du psychanalyste, car derrière les chiffres se révélaient de profondes réalités. On ne pouvait, en aucune manière, récuser l'analyse qui reposait sur des comptages embrassant non pas **un** discours ou **un** texte, mais plusieurs dizaines. Le nombre et la répétition donnaient encore plus de force aux résultats obtenus par une machine neutre, sans états d'âme et sans arrière-pensées.

Cette voie ouverte par Cotteret a été suivie par un chercheur niçois, Damon Mayaffre, qui présente, en 1998, une thèse très neuve sur le poids des mots, en analysant les discours de la gauche et de la droite en France dans l'entre-deux-guerres. Reprenant la méthode de Cotteret, il l'affine dans le cadre des travaux de son équipe CNRS et de sa thèse. Possédant ainsi une technique bien mise au point et grâce à des logiciels spécifiques (*Hyperbase*) de logométrie, il a rassemblé les discours de toute nature des présidents de la Cinquième République de 1958 à 2003, afin de mieux saisir les caractéristiques de ceux de Chirac. Dans ces différents corpus, un pour chaque président, il a pointé non seulement les mots les plus fréquents mais aussi fait ressortir les traits linguistiques d'un texte dont le degré d'utilisation caractérise un passage du Corpus par rapport à tout l'ensemble, ce que Mayaffre nomme sous- ou sur-utilisation. Comme l'auteur est aussi un historien très averti et bon connaisseur de la France contemporaine, il peut mettre en perspective ses découvertes et préciser la novation ou l'inédit dans le langage de chaque président. Son analyse porte donc sur différents Corpus: le premier, celui de de Gaulle (1958–1969) rassemble 79 textes (allocutions, conférences de presse, discours, entretiens), le second celui de Pompidou (1969–1974), 72 (allocutions, discours, conférences de presse, entretiens et déclarations publiques), le troisième de Giscard (1974–1981) 106 (allocutions, entretiens, conférences de presse, déclarations, dialogue), le quatrième de Mitterrand (1981–1995), le plus nombreux, 150 que Mayaffre distingue en Corpus 1 (pour le premier septennat) 70 et Corpus 2, pour le second 80, enfin Chirac (107) de 1995 à 2002. Soit pour de Gaulle un peu plus de 7 déclarations par an, pour Pompidou un peu plus de 14, pour Giscard, plus de 15, pour Mitterrand un peu plus de 10 et pour Chirac autant que Giscard, plus de 15.

Derrière chaque formule, les mots sont là, offerts à l'analyse de l'ordinateur. Sur ce point, celle de Mayaffre est d'une impitoyable clarté². D'entrée de jeu, l'auteur sélectionne les dix mots les plus utilisés par chacun des présidents: pour

1 J. M. Cotteret, *Le vocabulaire politique du général de Gaulle*, Paris, A. Colin, 1969.

2 J'ai noté de minuscules erreurs de détail: p. 59, «L'anthologie» de Pompidou est publiée en 1941, dans les classiques Vaubourdolle de Hachette et non en 1961; dans la bibliographie, il faut lire Chapsal et non Chaspal.

tous sauf pour Giscard, les deux premiers mots sont **France, pays**; chez Giscard, **pays** arrive en troisième position. A partir du troisième, les différences apparaissent; certains mots sont propres à l'un ou l'autre président: **peuple** et **République** pour de Gaulle; **homme** pour Pompidou; **situation, question, heure, actuel** pour Giscard; **politique** et **premier** pour Mitterrand 1, **temps** pour Mitterrand 2 et pour Chirac, social. Tous utilisent **grand**, tous sauf Giscard **Europe, européen**, tous sauf Pompidou, **français Français**. En revanche, de Gaulle, Pompidou et Chirac font un sort à **monde**; **économie** est utilisé par de Gaulle et Pompidou, **gouvernement** par Pompidou et Mitterrand qui utilise (il est le seul) **chose**, alors que Pompidou et Giscard ont un faible pour **problème**.

Ce classement révèle d'abord les plus importants centres d'intérêt de chaque président, ensuite leurs portraits différenciés. Tous veulent incarner la **France** et le **pays**. Dans le discours gaullien, **peuple, Etat** et **République** ont une résonance unique et prennent tout leur sens quand on les replace dans l'histoire de la France telle que le général la conçoit, la vit et la façonne; l'adjectif **français**, souvent en troisième place, marque bien pour lui la différence d'avec le **monde** et l'**Europe** dont on sait qu'il la subit plus qu'il ne la promeut (c'est le dixième mot de la liste alors que chez Pompidou, il occupe la troisième place); autre temps, autre vision politique car avec lui apparaît l'adjectif européen. Les occurrences **Europe / européen** occupent un cinquième des fréquences de mot chez Pompidou: est-ce une de ses obsessions? On peut le penser. Mais son Europe n'est pas celle du général car il lui donne un contenu concret quand il engage un referendum sur l'entrée du Royaume-Uni. Le plus surprenant dans ce tableau est **homme** qu'il est le seul à utiliser; si on rapproche ce mot du tableau de la page 25 de ceux de la page 50, **poésie, poète**, alors Pompidou est un président à part. Faut-il suivre Mayaffre qui le présente soucieux, au premier chef, de culture et de civilisation? Je ne le crois pas, car cet ancien cadre de Rothschild a le sens des réalités qui l'entourent; en témoignent les mots **problème, économique, gouvernement** ce qui le différencie du général qui parle de **République; gouvernement** est plus concret alors que République est un cadre institutionnel. Les hommes affrontent et résolvent des problèmes quotidiens; les gouvernements changent, la République demeure. Lui, de Gaulle et Chirac font un sort à **monde**; les deux premiers utilisent aussi **économie**. Est-ce à dire que leur vision du monde est la même? Evidemment pas, mais de Gaulle et Pompidou donnent à l'économie la place importante qu'elle doit occuper dans la préoccupation du chef de l'Etat. L'horizon de de Gaulle embrasse les institutions, la vie du monde et celle de l'économie; celui de Pompidou à part comprend aussi la culture. Est-il encore un héritier de de Gaulle? J'ai peine à le croire, même s'il se dit gaulliste. Nous avons déjà, dans notre manuel³, posé la question et nous avons conclu qu'il n'en était rien. Mayaffre confirme, sans ambiguïté la rupture, car Pompidou est le seul à insister sur le fait culturel avec civilisation (214 fois), poète (29) poésie (17), bonheur (91), individu (129), humanité (95), intellectuel (87) dans le tableau de la page 50. C'est donc un président très différent des autres alors que son réalisme économique et son souci de l'Europe l'insèrent dans une nouvelle ligne qui le rapproche de Giscard. La culture et la civilisation, voire le bonheur sont le jardin, non secret, d'un président attentif aux réalités économiques et européennes de son temps. Il diffère donc de de Gaulle et tend tous ses efforts à relancer l'Europe avec

³ *La France de 1940 à nos jours*, Paris, Nathan, 2001.

son referendum pour y faire entrer le Royaume-Uni. De ce point de vue, le niveau d'abstention révèle qu'il n'est pas suivi par les Français, ce qui n'empêche pas les Britanniques de faire partie de l'Europe tout en conservant différents privilèges majeurs. A l'expérience, on ne peut pas dire que ce projet ait été bénéfique pour la construction de l'Europe. La rupture d'avec de Gaulle est donc profonde, car elle relance l'Europe. Mayaffre met le doigt là où il faut quand il analyse le discours de Giscard qui devient président quand arrive la crise, en 1974.

Afin de mieux faire comprendre et admettre aux Français la nouvelle **situation** et les nouvelles mesures/solutions qu'il doit mettre en œuvre, le nouveau président se veut pédagogue; il utilise donc le tableau, les courbes qu'il commente comme un professeur devant ses élèves; il est le seul à utiliser les mots de **situation, question, actuel, heure**, mais comme Pompidou il parle de **problème, pétrole, énergie; emploi, Europe** ne figurent pas dans les dix termes les plus utilisés⁴, alors que tous les journalistes en parlent. Or, le mot n'apparaît dans aucune liste des spécificités des propos présidentiels. Est-ce pour conjurer l'accident de l'économie française, européenne ou mondiale? En parlant de **situation, question, problème**, Giscard se place sur un plan extérieur à la politique et se défait sur des événements que la France et son président ne peuvent maîtriser et sur lesquels il ne peut agir avec une quelconque efficacité. Cette pratique aggrave ainsi la sujétion des Français à un monde qui leur échappe de plus en plus. Cela ne vide-t-il pas l'action politique de sa finalité et n'incite-t-il pas les Français à remettre leur sort au Président, expert en économie qui prend la peine d'expliquer en termes neutres les malheurs du temps? Quand il appelle R. Barre, «*le meilleur économiste de France*» (sic!) ne demande-t-il pas à un magicien/gourou de résoudre les problèmes les plus difficiles? Ce faisant, il enlève aux Français toute capacité d'infléchir dans un autre sens la politique menée jusqu'ici. Cette hauteur du président qui donne la leçon à ses compatriotes est-elle plus forte que les gestes du président pour se rapprocher de ses compatriotes, lui qui n'hésite pas à prendre son petit déjeuner avec les éboueurs ou son dîner chez Monsieur tout le monde? L'ordonateur ne dit rien de cet aspect de l'action politique de Giscard d'Estaing.

Quand ils choisissent Mitterrand en 1981, affirment-ils ainsi qu'ils rejettent la leçon présidentielle? La leçon de l'élection est plus ambiguë. Rapidement, ce dernier affirme autant que de Gaulle qu'il a et qu'il est le pouvoir et que celui-ci ne se partage pas. En témoigne la place de **Je, Moi**, dans ses discours, déclarations autant ou plus encore que Pompidou ou Giscard; cette place de **Je, Moi** se veut sans réplique. Même s'il décide souverainement, et à la différence de de Gaulle, le mot Etat n'est pas l'un de ses favoris; en revanche, dans les deux corpus 1 et 2 comme dans les tableau de la page 50, **nationaliser, nationalisation, socialisme, socialiste** sont présents, des spécificités qui lui sont propres comme aussi **Tiers-monde**, ou des noms d'Etats, **Tchad, Nouvelle-Calédonie**. Le choix de ces termes témoigne bien sûr de l'intérêt du nouveau président pour les pays en voie de développement, et surtout pour ceux de l'ancien Empire colonial; le Tchad parce qu'il est convoité par la Libye, la Nouvelle-Calédonie parce qu'elle est aux prises avec une quasi guerre civile. On comprend qu'élu sur un programme commun socialiste et de la gauche unie, il clame sa couleur politique et ses intentions de changer la vie grâce aux nationalisations. Ce premier président de gauche ne prononce pas le mot

4 Pourtant dans l'annexe 3, les mots apparaissent tout comme dans le tableau de la page 50.

peuple et s'en tient à une certaine distance. N'est-ce pas contradictoire avec sa proclamation socialiste? Mais de quel socialisme s'agit-il encore?

Avec Chirac, auquel Mayaffre consacre le meilleur de son livre, plus des trois cinquièmes, l'analyse va plus loin et concerne 1) la rhétorique fondamentale et la structure grammaticale, 2) la thématique et la composition lexicale, 3) les artifices oratoires, 4) les différents lexiques, 5) la chronique du septennat en trois temps, 6) la cohabitation Chirac/Jospin. Mayaffre décortique ainsi ce que dit Chirac et le compare à la réalité des faits. L'étonnant et le plus déconcertant est l'usage intempérant des adverbes, naturellement, arrive en tête (1332), **notamment** (1069), **également** (591), **probablement** (162), **effectivement** (156), **immédiatement** (71); tics de langue ou voiles destinés à masquer les réalités? Mayaffre penche pour la deuxième hypothèse: Chirac dit **naturellement** alors qu'il pense et fait le contraire. C'est l'adverbe du mensonge et du masque; capable d'imiter tous ses prédécesseurs (sauf de Gaulle) dans sa rhétorique donc d'être un vrai caméléon: pour mieux coller aux réalités et n'être jamais pris en défaut? On peut le penser; avec l'analyse de Mayaffre, nous sommes au cœur d'une certaine démagogie chiraquienne capable d'atteindre tous les publics dans les domaines les plus différents et les plus variés afin de ne perdre aucune voix. Mayaffre observe avec finesse que Chirac utilise le *présent* dans la conjugaison des verbes; c'est le temps de la politique du moment et à court terme. Pas d'horizon donc, pas d'engagement à venir et s'en tenir au moment, ce qui permet de répondre à tous les aspects d'un problème, même et surtout s'il implique des contradictions. Nous sommes donc loin d'une idéologie quelconque, puisque la plasticité est au cœur de la réponse: discours de «juste milieu» qui efface le partage entre la droite et la gauche, comme le remarque Mayaffre.

Ainsi, Chirac peut-il être à chacun des Français puisqu'il est l'un et l'autre, tout en étant lui-même. Naguère F. O. Giesbert avait, dans sa biographie, remarqué qu'il était toujours du même avis que son dernier interlocuteur; il a donc amélioré et perfectionné sa technique puisque ce pragmatique modifie son discours selon la circonstance. Enfonçant des portes déjà ouvertes, il utilise des arguments propres à plaire à tous, car son langage se plie à tous les moments et à tous. N'est-ce pas le summum de la démocratie? Ratissant le plus large éventail d'opinions, il est naturel que Chirac veuille plaire aux jeunes (c'est une part importante de l'électorat). Y réussit-il? Pas vraiment, car lors de la campagne de 2002, certains jeunes de banlieue lui lancent «Supermenteur», ce qui le fait sourire, voire rire alors qu'il aurait pu et dû réagir brutalement. Reconnaissait-il ainsi que ces jeunes avaient tapé juste? Mais pouvait-il leur en tenir rigueur au vu de sa stratégie et de sa tactique? Pas du tout, et Chirac poursuit sa campagne comme si de rien n'était: maîtrise de soi? certitude de passer au travers de tout? cynisme? conscience de son habileté politique, capable de tout encaisser? Toutes ces hypothèses sont permises car pour lui, seul le résultat compte. La meilleure démonstration est la question de son septennat que D. Mayaffre partage en trois périodes.

La première de 1995 à 1997 quand Chirac/Juppé ignorent les promesses du candidat à la présidence, celles de la «fracture sociale» et lui tournent le dos sans vergogne, aussi vite qu'il les avait prononcées; et ce **naturellement**, puisque la situation commande à tous les reniements. Modifie-t-il la nouvelle orientation devant les manifestations de la rue? **Evidemment** pas, sauf après les élections avancées de 1997 qu'il a perdues. Durant ces deux années, Chirac a concentré son attention sur la politique intérieure; Chirac désormais désavoué choisit, sous la contrainte,

Jospin qui doit résoudre les problèmes des Français. Il adopte une nouvelle stratégie et une nouvelle tactique: critiquer par le dire et la parole les faits et gestes du premier ministre imposé par l'élection ou se taire; dans les deux cas, il ne peut agir. Il prononce dans les deux premières années 215 discours et 601 de 1997 à 2002, les plus nombreux en 2001/2002 (150). Il se concentre alors sur la politique extérieure, sauf à partir de l'été 2001 où il fait feu de tout bois; pour lui, la campagne pour l'élection de 2002 commence très tôt, alors que Jospin continue de gérer le quotidien et prend un retard qui s'accroît avec les semaines. Chirac n'hésite pas à affirmer avec aplomb le contraire de ce qu'il disait antérieurement; il est alors plus agressif et ne se laisse jamais démonter, même et surtout s'il est en difficulté quand les journalistes évoquent devant lui les plaintes déposées contre lui. Il repousse tout cela d'un revers de main et reprend son thème favori, l'insécurité qui éclipsé tous les acquis du gouvernement Jospin. Il attire ainsi sur le terrain qu'il a choisi le candidat de la gauche et le démonétise assez aisément, sans jamais dire qu'il a entériné toute sa politique depuis 1997. La démagogie lui va assez bien mais celui qui en tire le meilleur bénéfice est Le Pen, adversaire inespéré qui permet à Chirac de rassembler les voix de la gauche et de la droite, incapable de présenter un quelconque programme cohérent.

Le succès (82% des votants) est stupéfiant, alors qu'il avait eu au premier tour le plus faible pourcentage de tous les présidents élus; cela lui donne-t-il une certaine stature par rapport à ses prédécesseurs? Pas vraiment. Mais il traduit bien le double langage qui lui permet de rafler les voix de tout le monde, face à Le Pen. Cependant, cette victoire lui donne une liberté absolue pour appliquer son programme inexistant. Au-delà de ce triomphe, le livre de D. Mayaffre permet de mieux préciser la vraie dimension du personnage: doué d'une étonnante roublardise, sans aucune assise idéologique, Chirac n'a qu'un seul credo, un appétit assez vulgaire du pouvoir. Pour lui, le dire et le verbe remplacent l'action politique. Croit-il encore à ce qu'il déclare? Sur le moment, **naturellement**; au-delà? On est en droit de se poser des questions. La place qu'il occupe dans le jeu politique français engendre le désintérêt des citoyens à l'égard de la politique et d'un système qui ont révélé leurs dévoiements, leur usure ou plus simplement la dégénérescence d'un Etat qui a perdu ses repères. Dans ce glissement, Chirac porte ainsi une lourde responsabilité, car les mots se sont retournés contre lui et la République, un mot que Chirac ignore souvent. Remercions à D. Mayaffre d'avoir su, grâce à l'ordinateur, mettre à jour comme les psychanalystes les mécanismes d'un homme politique qui dit naturellement et avec la même conviction une chose et son contraire.

André Nouschi, Nice

C. A. Bayly: **The Birth of the Modern World 1780–1914**. Oxford, Blackwell, 2004. 540 S.

Das lange 19. Jahrhundert hat vielfältige Interpretationen provoziert. Je nach Standpunkt und Methode gilt es als Saeculum des Fortschritts oder als Brutstätte mörderischer Ideologien. Gott Janus scheint es sich zwischen Französische Revolution und Erstem Weltkrieg behaglich eingerichtet zu haben: keine Industrialisierung ohne soziale Frage, kein Nationalstaat ohne chauvinistische Exzesse, kein wissenschaftlicher Erkenntniszuwachs ohne den Schatten der instrumentellen Vernunft. Diesen Antagonismen steht der seit geraumer Zeit lebhaft diskutierte Trend zur Globalisierung entgegen. Die Kommunikationsrevolution des 19. Jahrhunderts ermöglichte eine bis dahin undenkbar Bündelung unterschiedlicher Entwick-